

Table des matières

Introduction	5
Plan du présent ouvrage	11
Chapitre I. Les concepts et la structure familiale	13
Section 1. Définition de la famille	13
Section 2. Rôles de la famille	14
Section 3. La vie familiale	21
Section 4. Pluralité des modèles familiaux	24
Section 5. Structuration et déstructuration	29
Section 6. Terminologie	36
§ 1. Les liens familiaux	36
§ 2. Les parents au sens strict	37
A. Arbre généalogique, branche et ligne	38
B. Parents consanguins, utérins et germains	39
C. La fratrie	42
D. Enfants ci-devant « légitimes » et naturels, simples ou adultérins	43
E. Le degré de parenté et le comput romain	44
F. L'adoption simple et plénière	45
§ 3. Le conjoint et le cohabitant légal	46
§ 4. Les alliés	47
Chapitre II. La filiation	49
Section 1. La filiation en droit belge, concept et structure	49
Section 2. Construction et déconstruction du système légal de la filiation	54
Section 3. Établissement de la filiation	67
§ 1. Principes généraux de l'établissement de la filiation	67
§ 2. Établissement de la filiation maternelle	69
§ 3. Établissement de la filiation paternelle	70
A. Établissement de la filiation paternelle de plein droit	70
B. Établissement de la filiation paternelle par voie de reconnaissance	74

C. Établissement de la filiation paternelle par voie judiciaire	81
Section 4. Suppression du lien de filiation établi	87
§ 1. Principes généraux	87
§ 2. Suppression de la filiation maternelle	87
§ 3. Suppression de la filiation paternelle	88
A. Application du principe d'uniformité	88
B. Contestation de la paternité établie de plein droit	89
C. Annulation de la reconnaissance	97
D. Pas d'annulation de la filiation paternelle établie par jugement	101
Section 5. La comaternité	101
Section 6. Changement de sexe et filiation	109
Section 7. La filiation et la procréation médicalement assistée	111
Section 8. Règles générales régissant les actions en matière de filiation	115
Section 9. La possession d'état et la filiation	120
Section 10. L'intérêt de l'enfant et la filiation	124
Chapitre III. L'adoption	129
Section 1. Introduction	129
§ 1. Historique	129
§ 2. Sociologie	131
§ 3. Typologie	135
Section 2. La formation du lien adoptif	136
§ 1. Les conditions fondamentales	137
§ 2. La formation à l'adoption	146
§ 3. L'apparentement	149
§ 4. Le jugement d'adoption	150
A. Adoption à l'étranger	151
B. Adoption en Belgique	152
§ 5. L'adoption nationale	154
§ 6. L'adoption intrafamiliale	155
§ 7. L'adoption d'un majeur	156
Section 3. Les effets de l'adoption	156
§ 1. L'adoption simple	156
A. Dans la famille adoptive	157

B. Dans la famille d'origine	157
§ 2. L'adoption plénière	158
§ 3. L'adoption intrafamiliale	158
Section 4. La révocation de l'adoption et la nouvelle adoption	159
§ 1. La révocation de l'adoption	159
§ 2. La nouvelle adoption	159
Chapitre IV. Le nom	161
Section 1. Raison d'être et importance du nom	161
Section 2. Éléments constitutifs du nom	165
Section 3. Attribution du nom patronymique	166
Section 4. Modification du nom patronymique à la suite d'un changement d'état	175
Section 5. Modification administrative du nom patronymique	179
Section 6. Attribution du prénom	182
Section 7. Modification du prénom à la suite d'un changement d'état	183
Section 8. Modification administrative du prénom	184
Section 9. Concession de titre de noblesse	185
Section 10. Protection légale du nom	186
Chapitre V. L'éducation des enfants	189
Section 1. Raison d'être de la minorité	189
Section 2. L'éducation de la personne de l'enfant	189
§ 1. La minorité, régime d'incapacité générale d'exercice	189
A. Personnalité et (in)capacité(s)	189
B. Les incapables : statut et principe de capacité	192
C. Sociologie des incapables : mineurs et personnes majeures vulnérables	194
D. La minorité à la rencontre de la puissance, de la protection et de l'autonomie : évolution historique	195
E. La vision du Comité des droits de l'enfant sur l'article 12 de la CIDE	200
F. La lésion subjective du mineur	205
G. Typologie de la protection du mineur	206
§ 2. Autorité parentale	206
A. Définition et caractère général de l'autorité parentale	206

B.	Fonctionnement de l'autorité parentale	207
C.	Délégation de l'autorité parentale	212
D.	Rapports entre le tribunal de la famille et le tribunal de la jeunesse	213
E.	Actes liés à la qualité de parents	214
F.	Domicile du mineur	215
§ 3.	Administration légale du patrimoine du mineur	216
A.	Champ d'application de l'administration légale	216
B.	Fonctionnement de l'administration légale	216
§ 4.	La jouissance légale	218
§ 5.	La tutelle et ses dérivés	218
A.	Une institution devenue rare	218
B.	Les organes de la tutelle	219
C.	La tutelle officieuse	222
D.	Les mineurs non accompagnés (MENA)	223
E.	La tutelle <i>ad hoc</i>	224
§ 6.	L'émancipation	224
A.	Un régime rare d'assistance	224
B.	Causes d'émancipation	224
C.	Fonctionnement de la curatelle	225
§ 7.	L'hébergement du mineur	226
A.	L'hébergement du mineur, historique, notion et principes	226
B.	Modes d'investigation du juge pour discerner l'intérêt de l'enfant	227
C.	Révision et exécution des décisions relatives à l'hébergement	234
D.	Enlèvement international d'enfants	236
§ 8.	Le droit aux relations personnelles	238
Section 3.	L'obligation alimentaire à l'égard de l'enfant	239
§ 1.	Raison d'être et nature de l'obligation alimentaire à l'égard de l'enfant	239
§ 2.	Obligation à la dette et contribution à la dette	241
§ 3.	Fixation du montant de la contribution alimentaire	242
§ 4.	Indexation automatique et révision	253
§ 5.	Modalités d'exécution de la contribution alimentaire	254
§ 6.	Information sur la délégation de sommes et le SECAL	255
§ 7.	Avatars de la contribution alimentaire	256

Chapitre VI. L'obligation alimentaire	259
Section 1. Notion et terminologie	259
§ 1. Définition et terminologie	259
§ 2. L'obligation alimentaire, expression de la solidarité familiale	260
Section 2. Base légale, typologie et hiérarchie des obligations alimentaires	261
§ 1. Dispositions légales et obligations naturelles	261
§ 2. Typologie	262
§ 3. Hiérarchie des obligations alimentaires	262
Section 3. Régime général des pensions alimentaires	266
§ 1. Compétence du tribunal de la famille et du for du demandeur	267
§ 2. Introduction par requête	267
§ 3. Variabilité de l'obligation dans le temps	267
§ 4. Exécution à la résidence du débiteur	270
§ 5. Préexistence de l'obligation à la demande en justice	271
§ 6. Imprescriptibilité du droit, prescriptibilité des arrérages	274
Section 4. Sanctions civiles du non-paiement des aliments	276
§ 1. La créance alimentaire et ses privilèges	276
§ 2. L'exécution provisoire de plein droit	277
§ 3. Exclusion du cantonnement et du délai de grâce	278
§ 4. Triple privilège en cas de saisie	278
§ 5. La délégation de sommes	280
§ 6. Le service fédéral des créances alimentaires	283
Section 5. Sanctions pénales du non-paiement des pensions alimentaires	286
§ 1. L'incrimination du non-paiement des pensions alimentaires	286
§ 2. L'abandon de famille	287
§ 3. L'abandon d'enfant dans le besoin	289
Section 6. Statut fiscal des pensions alimentaires	290
§ 1. Principe de la taxation et de la déductibilité à 80 %	290
§ 2. Les rentes alimentaires	291
§ 3. Les capitaux alimentaires	293
§ 4. Les arriérés de pension alimentaire	294
Section 7. Obligations alimentaires légales	295
§ 1. Les obligations alimentaires étendues	295

§ 2. Les obligations alimentaires restreintes	295
A. Notion d'obligation alimentaire restreinte	295
B. Ascendants et descendants	297
C. Adoptés et adoptants dans l'adoption simple	298
D. Beaux-parents, gendres et brus	298
§ 3. Pensions dégénérées en charges successorales	299
A. Notion et régime général	299
B. Cinq cas d'application	300
C. Distinction d'avec le cas de la marâtre	301
Section 8. Obligations naturelles	301
Chapitre VII. La dévolution successorale	307
Section 1. La dévolution successorale, preuve de l'existence du groupe familial	307
Section 2. Structuration de la dévolution : ordre, degré, fente	308
Section 3. Dérogation à la dévolution légale par les libéralités	312
Section 4. Retour vers la dévolution légale	314
Section 5. La procédure de liquidation-partage	317
Chapitre VIII. La protection des personnes majeures	319
Section 1. Problématique et historique	319
§ 1. Problématique	319
§ 2. Historique	320
Section 2. Le régime général de protection des personnes majeures	323
§ 1. Caractères généraux et principes du régime de protection des personnes majeures vulnérables	323
A. Respect du droit international	323
B. Champ d'application et lignes de force de la loi	324
§ 2. Les acteurs et le fonctionnement du régime	327
A. Le juge de paix	327
B. La requête et ses annexes	327
C. Audition de la personne	329
D. Costume sur mesure ou prêt-à-porter?	330
E. Désignation de l'administrateur	331
F. Le mandat de protection extrajudiciaire	332
G. La personne de confiance	335

H.	Les rapports de gestion de l'administrateur	336
I.	Rémunération de l'administrateur	338
J.	Autorisation spéciale de certains actes	339
K.	Fin de l'administration	340
§ 3.	La protection des personnes vulnérables et les actes libéraux	341
§ 4.	Sanction des actes accomplis en dehors des limites fixées par le juge	345
Section 3.	Les malades mentaux et la privation de liberté	347
§ 1.	Principes généraux	347
§ 2.	Un champ d'application limité	348
§ 3.	Privation de liberté en milieu hospitalier	348
A.	La mise en observation	348
B.	Le placement en urgence	349
C.	L'observation	350
D.	Le maintien du patient en service psychiatrique fermé	350
E.	La fin des mesures	351
F.	Les conditions de vie du malade mental en établissement médical fermé	352
§ 4.	Les soins en milieu familial	352
§ 5.	Les recours	354
§ 6.	Les personnes démentes ayant commis des faits infractionnels	354